

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

DAF_2025_001795

COMMUN A TOUS LES LOTS F

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX (ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE) PASSE
SELON LA PROCEDURE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DE
L'ARTICLE R2124-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

Maître de l'ouvrage/Acheteur

ETAT – MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Objet du marché

**Exécution de travaux de peinture sur les emprises soutenues par l'Unité de Soutien de
l'Infrastructure de la Défense de :**

**VERSAILLES Lot F1
PARIS ET ARCUEIL Lot F2**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1. INDICATIONS GENERALES ET DESCRIPTION DES OUVRAGES	3
ARTICLE 1.1 OBJET DU C.C.T.P. - INDICATIONS GENERALES	3
1-1-1 <i>Objet du C.C.T.P.</i>	3
1-1-2 <i>Indications générales</i>	3
1-1-3 <i>Dispositions environnementales</i>	3
ARTICLE 1.2 DESCRIPTIF DES OUVRAGES - CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	4
CHAPITRE 2. PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX.....	6
ARTICLE 2.1 CARACTERISTIQUES GENERALES DES PRODUITS	6
ARTICLE 2.2 LIVRAISONS SUR CHANTIER.....	6
ARTICLE 2.3 FOURNITURE ET CHOIX DES PRODUITS DE PEINTURE.....	6
CHAPITRE 3. ESSAIS - CONTRÔLES.....	7
ARTICLE 3.1 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION POUR LES TRAVAUX DE PEINTURE	7
3-1-1 <i>Reconnaissance des subjectiles</i>	7
3-1-2 <i>Etat et qualité des subjectiles avant peinture</i>	7
3-1-3 <i>Travaux incombant à l'entrepreneur</i>	8
3-1-4 <i>Règles générales d'exécution</i>	8
3-1-5 <i>Exécution de surfaces de références</i>	8
3-1-6 <i>Réception des travaux</i>	9
3-1-7 <i>Garanties particulières</i>	9

CHAPITRE 1. INDICATIONS GENERALES ET DESCRIPTION DES OUVRAGES

ARTICLE 1.1 OBJET DU C.C.T.P. - INDICATIONS GENERALES

1-1-1 Objet du C.C.T.P.

Le présent C.C.T.P. a pour but de définir les travaux de peinture concernant les emprises soutenues par le SID d'Ile de France et ses organismes subordonnés dans les domaines suivants :

Lot	OBJET
Exécution de travaux de peinture	
Lot F1	Travaux sur les emprises soutenues par l'U.S.I.D. de VERSAILLES
Lot F2	Travaux sur les emprises soutenues par l'U.S.I.D. de PARIS ET ARCUEIL

1-1-2 Indications générales

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent C.C.T.P. est soumis aux prescriptions des documents suivants :

- les Avis Techniques, les Documents Techniques Unifiés et les normes en vigueur.
- les Cahiers des Prescriptions Techniques (C.P.T.) publiés dans les suppléments aux cahiers du C.S.T.B.,
- les Règles Professionnelles édictées par l'U.N.R.S.T.,
- le cahier des charges de l'I.T.R.,
- les notices du Groupe Permanent d'Etude des Marchés de Peintures, Vernis et produits connexes (GPEM/PV),
- les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.).

1-1-3 Dispositions environnementales

Le présent accord-cadre s'inscrit dans une démarche environnementale qui prend en compte le développement durable dans les achats du Ministère des Armées.

Aussi, les documents mis à disposition du représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A) se feront prioritairement par voie dématérialisée et / ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent), sauf demande contraire de l'administration.

Pour les travaux de peintures, l'entrepreneur utilisera des produits labellisés NF ENVIRONNEMENT, EU ECOLABEL, NATURE PLUS ou tout autre label apportant une garantie minimum strictement équivalente (joindre le cahier des charges) nécessitant l'usage de peintures, vernis, lasure enduits et produits connexes appliqués.

Enfin, dans le cadre de la prise en compte du développement durable, le titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à recycler les produits en fin de vie.

ARTICLE 1.2 DESCRIPTIF DES OUVRAGES - CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à effectuer seront notifiés par ordre de service, conformément aux dispositions de l'article 2-4 du C.C.A.P.

Les travaux comprennent les opérations nécessaires à la bonne exécution et remise des ouvrages dont notamment :

- la main d'œuvre administrative et technique nécessaire à la totalité de l'exécution des travaux ;
- les visites et relevés préalables sur sites pour l'établissement des devis ;
- la préparation, l'installation et le repliement de chantier (protection du chantier, signalisation, raccordement eau électricité, matériel nécessaire à l'exécution des prestations, protection de toutes les parties susceptibles d'être abîmées, remise en état des abords extérieurs, voiries et espaces verts, bâtiment...) ;
- la mise en sécurité de la zone de travaux : L'entrepreneur devra tous les dispositifs de protection permettant le maintien de l'activité dans ou à proximité des zones de travaux. Il aura également à charge tous les dispositifs nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel, ainsi que la sécurité du personnel de la Défense lors des travaux avec co-activité. En aucun cas le chantier ne devra être interrompu pour défaut de dispositif de sécurité ;
- le transport à pied d'œuvre, les manutentions, les montages, les coltinages à tous les niveaux ;
- le maintien dans un état propre du chantier en permanence : En cours de chantier, les gravats, produits déposés, emballages, etc.... seront évacués immédiatement ou stockés dans une benne prévue à cet effet, puis évacués hors de la base dans une décharge autorisée et classée pour recevoir ces produits. Les dispositions seront également prises pour empêcher tout éparpillement dû au vent ;
- le nettoyage du chantier. Ces travaux sont à la charge du titulaire. Et devront faire disparaître toutes les taches. Ils comprendront notamment:
- les locaux devront être clos, une ventilation sera prévue afin de minimiser les odeurs pour le personnel se trouvant à proximité.
 - le lavage et le nettoyage des vitres (2 faces), des sols, des plinthes, des carrelages et revêtements divers,
 - le nettoyage des appareils sanitaires et électriques (interrupteurs, prises...),
 - le nettoyage des profilés de menuiseries métalliques,
 - le nettoyage de toutes ferrures et robinetteries, poignées et pènes de serrures,
 - le balayage et nettoyage des locaux ayant fait l'objet de travaux,
 - le débouchage éventuel des éviers et appareils sanitaires obstrués pendant les travaux,

- le nettoyage et la remise en état des abords des bâtiments dans le cas de travaux extérieurs.
- la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;
- l'entrepreneur fournira au titre du marché un bilan global annuel des commandes passées au titre du marché, à chaque date anniversaire du marché. Ce bilan récapitulera l'ensemble des commandes (fournitures et montant) par site. Ce rapport sera remis sous format papier et Excel.
- **Prévoir mesures COVID - les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai des garanties, notamment celles relatives à la lutte contre la propagation de la COVID-19, et aux contraintes sanitaires qui y sont liées ;**

Toutes ces prestations sont incluses dans les prix unitaires du bordereau (conformément à l'article 4-1-1 a) du C.C.A.P.). **L'ensemble des prix du bordereau de prix unitaires s'entend « fourniture et pose ».**

CHAPITRE 2. PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

ARTICLE 2.1 CARACTERISTIQUES GENERALES DES PRODUITS

Avant le début des travaux, l'entreprise fournira les fiches techniques d'informations relatives aux produits à mettre en œuvre.

ARTICLE 2.2 LIVRAISONS SUR CHANTIER

Les produits de marque seront livrés sur le chantier dans leur conditionnement d'origine avec toutes les garanties de fermeture nécessaire.

Des prélèvements pourront être effectués par l'administration afin de vérifier que le produit livré correspond à celui qui a été retenu.

ARTICLE 2.3 FOURNITURE ET CHOIX DES PRODUITS DE PEINTURE

L'entrepreneur de peinture est seul responsable du choix des produits et des fournisseurs (C.C.S. du DTU 59.1 Art. 5.1). Ce choix est fait suivant l'aptitude à la fonction des produits selon la protection ou de l'état de finition recherché. L'entrepreneur de peinture prend en outre la responsabilité des critères d'aptitude à l'emploi des produits qu'il confectionne sur le chantier.

Article 2.3.1 Pose de bande autocollante fluorescente anti dérapant ou non.

Le titulaire devra nettoyer les souillures ou produits gras avant la pose et s'assurer de l'efficacité de l'adhérence.

CHAPITRE 3. ESSAIS - CONTRÔLES

La mise en œuvre des matériaux devra être conforme aux prescriptions des D.T.U. ou des avis techniques et C.P.T., ainsi qu'aux recommandations du fabricant.

ARTICLE 3.1 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION POUR LES TRAVAUX DE PEINTURE

3-1-1 Reconnaissance des subjectiles

L'entrepreneur chargé des travaux de peinture est tenu, le cas échéant, de consulter les responsables des autres corps d'état, afin d'être renseigné si, sur les ouvrages destinés à être peints, il a été fait emploi d'adjuvants, catalyseurs, huiles de démoulage ou tout autre produit chimique.

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur chargé des travaux de peinture, accompagné éventuellement à la demande de l'une ou l'autre des parties, du fabricant, est tenu de procéder à son initiative à un examen des subjectiles, en présence des représentants de l'entrepreneur qui a réalisé les subjectiles ou du représentant du maître d'œuvre pour vérifier leur état et présenter ses réserves.

Les convocations en vue de cet examen contradictoire seront lancées à l'initiative de l'entrepreneur chargé des travaux de peinture.

Les subjectiles tels que tuyaux caoutchouc, gaines électriques, pènes de serrures ou joints de fenêtres ne doivent pas être peints.

La deuxième couche devra être appliquée après élimination des souillures.

Les réserves seront consignées dans un procès-verbal établi contradictoirement entre l'entrepreneur chargé des travaux de peinture et l'entrepreneur qui a réalisé les subjectiles ou entre l'entrepreneur chargé des travaux de peinture et le représentant du maître d'œuvre pour les subjectiles anciens. L'entrepreneur chargé des travaux de peinture établira ce procès-verbal et un exemplaire sera adressé au représentant du maître d'œuvre et à l'entrepreneur cosignataire du procès-verbal. Mention y sera faite éventuellement de la présence ou non d'un représentant du fabricant de peinture.

3-1-2 Etat et qualité des subjectiles avant peinture

a) Etat des subjectiles

L'état des subjectiles avant les opérations préparatoires à la charge de l'entrepreneur de peinture, doivent être constaté par lui, avant remise de sa décomposition de prix.

b) Caractéristiques d'humidité, de dureté et de pH

Les caractéristiques d'humidité, de dureté et de pH exigées au moment de la mise en peinture sont données par les D.T.U. en vigueur.

Le titulaire préviendra la MOE si le taux d'hygrométrie ou la température sont anormales.

Les contrôles du pH de l'humidité jugés utiles par l'entrepreneur chargé des travaux de peinture seront effectués à ses frais suivant un plan de contrôle (nature, méthode, fréquence et implantation des contrôles) qu'il aura préalablement soumis au visa du représentant du maître d'œuvre.

c) Cas des subjectiles plastiques

L'entrepreneur chargé des travaux de peinture devra s'enquérir auprès du titulaire de la nature exacte des subjectiles plastiques afin de déterminer les produits de peinture à utiliser. Il devra en outre procéder dans ce cas à un essai d'adhérence sur un échantillon témoin dans les conditions prévues par la norme NF T 30-062 (NF EN ISO 4624).

3-1-3 Travaux incombant à l'entrepreneur

a) Etat de finition - Opérations préparatoires

Les opérations préparatoires à effectuer en fonction du degré de finition seront conformes à l'article 5 du D.T.U. n° 59-1.

b) Peinture d'éléments fabriqués en usine

Les modalités de transport des éléments fabriqués en usine destinés à être peints sont définies dans le mode d'application des prix.

c) Protection des ouvrages non peints - nettoyage

D'une façon générale, l'entrepreneur chargé des travaux de peinture devra prendre les précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui pourraient être tachées ou attaquées. Les travaux de peinture étant terminés, l'entrepreneur exécutera le nettoyage des salissures occasionnées par son intervention, qu'elles aient affecté le chantier ou son environnement.

3-1-4 Règles générales d'exécution

L'entrepreneur est réputé connaître les conditions climatiques (hygrométrie, température, vent) du site où se situent les travaux et en avoir tenu compte dans ses propositions (produits utilisés, méthode d'exécution, planning d'intervention).

3-1-5 Exécution de surfaces de références

a) Surfaces témoins - Généralités

Dans le but de procéder ultérieurement à des essais objectifs de réception, les systèmes et produits retenus feront l'objet d'application sur une surface témoin. Il sera exécuté autant de surfaces témoins qu'il y a de groupes de travaux ou de systèmes de peintures. Sur ces surfaces témoins, l'entrepreneur sera tenu d'exécuter la peinture définitive des parties d'ouvrages qui seront fixées par le représentant du maître d'œuvre et qui serviront d'échantillon de comparaison pour toute la durée du chantier. Ces surfaces seront placées dans des conditions analogues à celles régnant sur le chantier. Ces échantillons seront exécutés et contrôlés avec le concours technique du ou des fabricants des peintures mises en œuvre qui devront éventuellement être représentés au rendez-vous de chantier au cours duquel les échantillons seront examinés pour acceptation. Ces surfaces seront établies au moins deux mois avant le commencement des travaux de peinturage. Elles n'excéderont pas 10 m² pour toute surface d'application supérieure à 1 000 m² et 5 m² pour toute surface d'application inférieure à cette valeur.

b) Revêtements plastiques épais (surface supérieure ou égale à 1 500 m²)

Pour les travaux de revêtements plastiques épais, il convient de disposer au préalable d'une surface de référence de 3 à 4 m² minimum revêtue du revêtement plastique considéré. La réalisation de cette surface de référence est obligatoire pour toute surface à revêtir supérieure ou égale à 1 500 m². Le support devra être représentatif du support à revêtir sur le chantier.

c) Subjectiles métalliques

Pour les travaux sur subjectile métallique d'ouvrage de catégories 1 ou 2 il est procédé à un essai de décapage. Les plaques témoins représentatives, au nombre de 3 au moins, ont une épaisseur égale à l'épaisseur minimale correspondant à la définition de la catégorie à laquelle appartient l'ouvrage, et une surface unitaire supérieure à un cinquième (1/5) de mètre carré. Après décapage, contrôle et acceptation par le représentant du maître d'œuvre, chacune d'elle est conservée (après avoir, le cas échéant, été recouverte d'un vernis) et utilisée comme témoin. Pour les ouvrages de grande taille, l'essai peut avoir lieu sur des éléments d'ouvrage.

3-1-6 Réception des travaux

a) Aspect

L'aspect de finition des surfaces réceptionnées devra être conforme à celui prévu au présent C.C.T.P. et à l'aspect présenté par les surfaces de références exécutées conformément aux dispositions du § 3-2-5, notamment en ce qui concerne :

- l'uniformité de couleur,
- l'absence d'embus, d'auréoles,
- le brillant,
- le relief,
- la couleur.

b) Epaisseur

Sur support ferromagnétique, l'épaisseur totale du processus mis en œuvre sera mesurée par le représentant du maître d'œuvre à l'aide d'une jauge magnétique d'épaisseur. S'il y a plus de 10 points au m² où l'épaisseur est inférieure aux épaisseurs exigées, le représentant du maître d'œuvre imposera soit l'application d'une ou deux couches de peinture supplémentaire, soit une réfaction de x % sur le prix s'il manque x % de l'épaisseur minimale du seuil.

3-1-7 Garanties particulières

Les délais de garantie et les obligations de l'entrepreneur résultant des garanties particulières pendant les délais fixés sont définis à l'article 9.4 du C.C.A.P.

Les critères à prendre en compte étant les suivants :

a) Structures neuves en acier, mis à nu

(fascicule 56 du C.C.T.G.).

1) Garantie d'anticorrosion

- cliché choisi comme référence : cliché Ri de l'échelle des degrés d'enrouillement de la norme NF T 30-071

2) Garantie d'aspect

- pourcentage maximal d'altérations toléré sur l'élément de référence : 1 %
- écart de couleur limite : 3 unités NBS

b) Structures neuves en acier galvanisé

(fascicule 56 du C.C.T.G.)

1) Garantie d'anticorrosion

- cliché choisi comme référence : cliché Ri de l'échelle des degrés d'enrouillement de la norme NF T 30-071

2) Garantie d'aspect

- pourcentage maximal d'altérations toléré sur l'élément de référence : 1 %
- écart de couleur limite : 3 unités NBS

c) Structures existantes en acier peint, ou métallisé et peint

(fascicule 56 du C.C.T.G.)

1) Garantie d'anticorrosion

- Cliché choisi comme référence : cliché Ri de l'échelle des degrés d'enrouillement de la norme NF T 30-071.

2) Garantie d'aspect

- pourcentage maximal d'altération toléré sur l'élément de référence : 1 %,
- écart de couleur limite : 3 unités NBS.

d) Structures existantes en acier galvanisé et peint

(fascicule 56 du C.C.T.G.).

1) Garantie d'anticorrosion

- cliché choisi comme référence : cliché Ri de l'échelle des degrés d'enrouillement de la norme NF T 30-071.

2) Garantie d'aspect

- pourcentage maximal d'altérations toléré sur l'élément de référence : 1 %,
- écart de couleur limite : 3 unités NBS.

e) Structures bois et matériaux dérivés du bois

- garantie concernant la tenue du revêtement : critères du fascicule GPEM/PV.P.62.

f) Structures en éléments de maçonnerie massifs et enduits du bâtiment et des travaux publics

- garantie concernant la tenue du revêtement : critères du fascicule GPEM/PV.P.63.

g) Serrurerie et autres éléments métalliques du bâtiment

- garantie concernant la tenue du revêtement : critères du fascicule GPEM/PV.P.64.